

Portugal

1) Quels sont les travaux, rapports ou autres contributions réalisés ?

Le Portugal a développé des travaux sur les questions sociales pouvant être intéressants.

- i) accords entre les partenaires sociaux
 - sur la définition et l'évolution du revenu minimum mensuel en 2006
 - sur la réforme de la sécurité sociale en 2006
 - sur les lignes directrices stratégiques pour le réforme de la sécurité sociale en 2006
 - sur la modernisation de la protection sociale par les partenaires sociaux en 2001
- ii) avis d'initiative propre
 - immigration, développement et cohésion sociale au Portugal : avis sur le projet de rapport régulant les conditions d'entrée, de résidence, de départ et d'expulsion des étrangers du territoire portugais en 2006
 - sur la responsabilité sociale des entreprises en 2003
 - sur la pauvreté au Portugal dans les années 1980 en 2000
- iii) conférences et séminaires
 - Construire la cohésion sociale, une conférence européenne co-organisée par le CES et le Conseil de l'Europe en 2009
 - L'égalité des chances entre hommes et femmes au travail, dans l'emploi et dans la formation professionnelle, séminaire international co-organisé par le CES en 2000

2) 3) et 4) Quelles sont les thématiques sur lesquelles vos CES travaillent actuellement ?

Bien que n'étant pas relié à la mesure du progrès, le CES a proposé de sa propre initiative deux rapports pour 2010 qui se focalisent sur les problèmes connectés au bien-être de la société. Les thèmes ont été unanimement approuvés en Juin 2010. Un des deux rapports cible les conséquences économiques, sociales et organisationnelles qui résultent du vieillissement de la population. Cette étude analysera le développement des services requis pour répondre à la demande du point de vue économique, organisationnel et solidaire. Il couvrira aussi les rôles à jouer et les synergies parmi toutes les parties prenantes – l'Etat au sens large, le secteur privé, le secteur tertiaire et les familles. De plus, il se penchera sur les effets sur l'économie et sur le marché du travail résultant du potentiel d'activités liées à la fourniture de services de santé à cette population.

Le second rapport proposé à pour but de promouvoir un débat sur la compétitivité des villes, la cohésion sociale, l'aménagement du territoire et pour encourager le développement d'instruments de politique dans ces zones afin de résoudre des problèmes comme l'aménagement urbain, la gouvernance mais aussi les inégalités sociales dans les zones urbaines et leurs périphéries.

5) et 6) Quels sont les domaines cités qui vous intéressent le plus actuellement et dans le futur?

Le CES est intéressé par le débat concernant le fait d'aller au-delà de la simple logique du PIB et le développement d'indicateurs composites et subjectifs pour mesurer le bien-être, le bonheur, la qualité de vie, le développement durable et le progrès.

8) Quels sont les principaux défis et les applications pratiques que vous en attendez?

La mesure du progrès, du développement et du bien-être fait face à de multiples enjeux de crédibilité, de faisabilité et d'application pratique. Cet exercice devrait donc rassembler le consensus le plus large possible parmi les partenaires sociaux, la société civile et être basé sur des données précises, disponibles et scientifiquement fondées qui facilitent aussi bien les comparaisons chronologiques que le benchmarking entre nations.

Avec le but d'une application pratique, les indicateurs devraient être sensibles à l'impact des politiques menées et ceci afin de permettre le monitoring à travers le temps, de rendre les politiciens responsables et de faciliter la prise de décision. De plus, ils devraient être suffisamment compréhensibles pour aider les décideurs et les citoyens à comprendre la société et à faire des choix éclairés au regard de la direction que nous voulons emprunter.

Au regard des indicateurs à développer, il y a de multiples possibilités qui devraient être analysées en terme d'avantages/désavantages. Si le but est d'étendre les traditionnels comptes de l'économie basés sur le PIB pour prendre en compte les aspects sociaux et environnementaux, nous devrions être conscients des difficultés à exprimer des agrégats en terme monétaires. Cette approche a toujours été développée et ses caractéristiques n'ont pas toujours reçu l'attention appropriée.

D'un autre côté, si le but est de concentrer sur le développement d'un indicateur composite combinant une large quantité d'informations à l'intérieur d'une mesure unique, et qui devrait remplacer l'utilisation du PIB, nous devrions être prudent au regard de la sélection de données et des pondérations utilisées pour agréger les résultats, car les comparaisons entre pays pourraient induire les individus en erreur.

Une troisième possibilité serait d'identifier un jeu d'indicateurs qui couvre les aspects économiques, sociaux et environnementaux, à la place d'une seule mesure agrégée. Ceci est une approche plus raisonnable, bien qu'elle ne fournisse pas une mesure unique et reconnue.

9) Quelles sont les dimensions que vous jugez spécialement importantes ?

- la participation économique et sociale des citoyens : cela concerne l'autosuffisance des individus et dépend de leurs compétences et de l'accès au travail (indicateurs possibles : taux d'emploi, taux de chômage, niveau d'études, taux de départs prématurés de l'école)
- l'équité et l'accès des individus/ménages aux ressources matérielles (indicateurs possibles : coefficient de Gini, inégalités de distribution du revenu)
- la santé de la population : (indicateurs possibles : espérance de vie, état de santé auto-déclaré, taux de mortalité infantile)
- cohésion sociale : elle relate de nombreux aspects dont la satisfaction de vie moyenne, la qualité de vie et la qualité de la démocratie (indicateurs possibles : taux de la population en risque de pauvreté, accès aux services publics, temps de loisirs, qualité de l'environnement, intégrité physique des individus/niveau de criminalité, efficacité du gouvernement, niveaux de corruption)

10) Avez-vous des suggestions, propositions, bonnes pratiques à présenter ?

Le CES croit que les indicateurs composites déjà développés par des organisations crédibles devraient être considérés, même s'ils ont besoin d'être retravaillés pour prendre en compte la disponibilité de nouvelles informations et de répondre à leurs limites. Ces indices incluent :

- L'IDH
- L'empreinte écologique
- L'épargne véritable « Genuine savings » qui a été développé par la Banque Mondiale pour mesurer la durabilité de l'économie, à partir d'une approche en capital.

11) Avez-vous des suggestions, propositions, bonnes pratiques à présenter pour assurer une consultation, une participation de la société civile dans l'avancée de ces travaux ?

Des indicateurs plus intelligents peuvent aider la société à atteindre des buts plus importants avec moins de ressources. Le CES croit que les partenaires sociaux et la société civile seraient intéressés à s'impliquer s'ils perçoivent de la crédibilité dans le processus et qu'ils sont consultés assez tôt pour la sélection d'indicateurs clés. C'est une procédure politique qui devra être menée d'une façon démocratique pour fournir de la légitimité aux indicateurs et qui devrait impliquer non seulement les parties prenantes mais aussi le gouvernement et l'opposition.

Au niveau européen, une véritable et participation précoce des partenaires sociaux et de la société civile devrait être basée sur de forts mandats et ceci afin de renforcer la légitimité du processus et de leur engagement. Des initiatives de communication pourraient être poursuivies pour aider les partenaires sociaux européens à comprendre leurs challenges communs, comme la crise économique, le chômage, le déséquilibre des finances publiques, la globalisation, le vieillissement des populations, les inégalités de revenus, la pauvreté et l'exclusion sociale et l'intégration des émigrés.

Indicateurs

Taux de croissance du PIB	Empreinte écologique
Taux de croissance des revenus	Epargne véritable « Genuine savings »
Coefficient de Gini	Qualité de l'environnement
Inégalités de revenu	
Inégalités de revenu hommes-femmes	Efficacité du gouvernement
Commerce extérieur en % du PIB	Gouvernance politique
	Niveaux de corruption
Taux d'emploi	Déficit public en % du PIB
Taux de chômage	Vieillessement de la population
Part des services aux personnes âgées/PIB	Intégration des émigrés
Indicateur de Développement Humain	Espérance de vie
Indice de Pauvreté Humaine	État de santé auto-déclaré
Indice de Pauvreté de la WBI	Taux de mortalité infantile
Part de la population en risque de pauvreté	
Part de la population en exclusion sociale	Satisfaction de vie moyenne
	Temps de loisirs
Accès aux services publics	Intégrité physique/niveau de criminalité
Niveau moyen d'études	
Taux de départs prématurés de l'école	